



L'usage du masculin a pour but d'alléger le texte.

ALLOCATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL

Le Conseil scolaire catholique du Nouvel-Ontario (Conseil) convient au Règlement de l'Ontario 357/06, modifié par les règlements 163/07 et 190/10, qui prescrit les modalités de calcul des allocations permises aux membres des conseils scolaires.

Le montant de l'allocation doit être déterminé par le Conseil au plus tard le 15 octobre de chaque année d'élections municipales.

1. ALLOCATIONS PERMISES

Le Conseil peut, à tout moment au cours de son mandat de quatre (4) ans, réduire provisoirement le montant des allocations mais ne peut en aucun temps le majorer.

Chaque année du mandat commence le 1^{er} décembre et se termine le 30 novembre suivant.

1.1 Le plafond de l'allocation pour le montant de base

L'allocation à verser annuellement au cours du mandat est basée sur les éléments ci-dessous :

- i. Montant de base de 5 900 \$ pour les membres du Conseil. La somme est majorée au début de chaque nouveau mandat par le pourcentage de hausse de l'indice des prix à la consommation de l'Ontario selon les modalités du Règlement 357/06.
- ii. Montant de base additionnel de 5 000 \$ pour la présidence.
- iii. Montant de base additionnel de 2 500 \$ pour la vice-présidence.

1.2 Le plafond pour la somme liée à l'effectif

Le pourcentage fixé par le Conseil pour calculer les allocations est de 100 %. La somme maximale liée à l'effectif est calculée de la façon représentée ci-dessous :

- i. l'effectif quotidien moyen, déterminé dans le cadre du règlement pris en application de l'article 234 de la Loi, pour l'exercice qui se termine au cours de l'année civile où commence l'année de mandat multiplié par 1,75 \$ divisé par le nombre de membres excluant les élèves conseillers
- ii. une somme additionnelle est ajoutée pour la présidence. Cette somme est le moindre des deux montants suivants :

- a) le plus élevé du produit de l'effectif quotidien moyen tel que décrit ci-haut au point 1.1 i) multiplié par 5 cents ou 500 \$
 - b) 5 000 \$
- iii. une somme additionnelle est ajoutée pour la vice-présidence. Cette somme est le moindre des deux montants suivants :
- a) le plus élevé du produit de l'effectif quotidien moyen tel que décrit ci-haut au point 1. i) multiplié par 2,5 cents ou 250 \$
 - b) 2 500 \$

1.3 Somme liée à la distance

La somme liée à la distance de 50 \$ peut être versée à un membre du Conseil si elle respecte les conditions suivantes :

- i) le membre du Conseil doit se déplacer plus de 200 km, aller simple, de son lieu de résidence pour participer à une réunion du Conseil ou de ses comités;
- ii) le membre du Conseil ne peut réclamer cette somme qu'une seule fois dans une même journée.

1.4 Indemnité de présence

L'indemnité de présence de 50 \$ peut être versée à un membre du Conseil pour participer à une réunion d'un comité du Conseil dont la Loi *sur l'éducation de l'Ontario* ou un de ses règlements prévoit la constitution à laquelle il assiste. Les comités du Conseil auxquels l'indemnité de présence est applicable sont les suivants :

- i) Comité consultatif pour l'enfance en difficulté;
- ii) Comité d'apprentissage parallèle dirigé et autres dispenses de fréquentation scolaire;
- iii) Comité de participation des parents;
- iv) Comité de vérification.

2. VERSEMENTS ET REMBOURSEMENTS

Le Service des finances et des achats est responsable du versement mensuel à un membre du Conseil pour le montant de base (1.1) et la somme liée à l'effectif (1.2). Cependant, la responsabilité revient à un membre du Conseil de soumettre mensuellement toutes demandes de remboursement dûment remplies pour la somme liée à la distance (1.3) et/ou l'indemnité de présence (1.4) selon ladite politique en utilisant l'annexe *CSL 1.6 Formulaire - Allocations des membres du Conseil*.

3. AUTRES

Le Conseil est membre du Fonds d'échange d'assurance des conseils scolaires de l'Ontario (OSBIE) et fournit une assurance-accident et une assurance-responsabilité civile générale aux membres du Conseil seulement pendant qu'ils s'acquittent de leurs fonctions.

Les membres du Conseil ne sont pas admissibles aux régimes d'avantages sociaux destinés au personnel du Conseil.